

LA RÉCOLTE DE LA RUPTURE

Urgence climatique, souveraineté
alimentaire et mandat d'organisation
en vue d'une rupture systémique

The logo consists of a circular gradient background transitioning from orange at the top to white at the bottom. The text "All In." is centered within this circle in a bold, black, sans-serif font.

All In.

De quoi traite cette brochure ?

Dans All In, les auteurs expriment très clairement leur point de vue, qui s'appuie sur leur propre expérience en matière de mobilisation. Dès le début, on peut lire :

« Il existe plusieurs façons d'aborder le sujet. En fin de compte, elles reviennent toutes au même. [Ils donnent ici une brève description de ce que signifie l'urgence climatique pour une politique de transformation.]

« Vous venez peut-être d'un milieu politique différent. Peut-être vous êtes-vous engagé-e dans la défense des droits du travail, du logement et des droits urbains, de la justice mondiale, de la justice raciale ou du féminisme. Peut-être avez-vous consacré la majeure partie de votre temps militant-e à mener des actions, ou peut-être l'avez-vous consacrée à dialoguer avec le grand public ou à l'organisation. Peut-être que ce qui vous anime, c'est un sujet différent qui ne rentre pas dans la case « climat ». **Comprendre la crise climatique, ce n'est pas comprendre les émissions de gaz à effet de serre, c'est comprendre les délais à respecter pour remporter notre combat contre le système.** » (§1.4. L'Ancre)

Le parcours de politisation propre à chacun et le contexte dans lequel cette politisation s'opère donnent lieu à des parcours uniques pour chacun d'entre nous – des histoires différentes pour une même réalité.

De nombreux mouvements révolutionnaires à travers le monde ont pris pour point de départ la **souveraineté alimentaire**. C'est pourquoi un petit groupe de personnes a décidé **d'aborder « All In » sous l'angle de la souveraineté alimentaire** et d'examiner comment les principaux arguments et propositions de All In se présenteraient sous cet angle. Dans les pages suivantes, vous découvrirez les résultats de cet exercice, qui, nous l'espérons, nous aidera à tisser des liens avec nos camarades potentiels.

Introduction : l'urgence est là, le coupable est clair.

Nous ne sommes pas confrontés à une crise de gestion énergétique et de durabilité. Nous sommes confrontés à une crise des structures de pouvoir qui détruisent nos vies.

Le consensus scientifique est sans ambiguïté : nous sommes au bord d'un effondrement climatique incontrôlable, et la fenêtre permettant de maintenir le réchauffement dans des limites compatibles avec la survie se referme de mois en mois. Les années 2020 ne sont pas une décennie propice aux ajustements progressifs. C'est la décennie de la rupture.

Pourtant, les mouvements sociaux restent pris au piège entre deux discours paralysants. D'un côté, un courant libéral estime que les marchés, les technologies vertes et les ajustements politiques permettront une transition juste. De l'autre, un courant anticapitaliste fragmenté diagnostique le mal, mais manque d'un modèle organisationnel, d'une échéance de mise en œuvre ou d'une théorie du changement coordonnée capable de répondre à l'ampleur de la crise.

Cette brochure vise à contribuer à combler ce fossé. Elle s'appuie sur le cadre organisationnel transnational de *À Fond : Une théorie révolutionnaire pour mettre fin à l'effondrement climatique* et le synthétise avec l'analyse que portent les domaines de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire sur les questions décoloniales, agricoles et du pouvoir des entreprises. Ensemble, ils révèlent une réalité unifiée :

L'urgence climatique est une urgence du système alimentaire au quotidien. L'urgence du système alimentaire est un processus de destruction colonial et corporatiste qui affecte nos vies jour après jour. Et la seule réponse viable est un mouvement de mouvements, coordonné à l'échelle mondiale et porteur de rupture, qui considère le capital transnational comme l'architecte avéré de ces deux crises.

Ce qui suit est un manuel politique et organisationnel destiné aux militant·e·s qui refusent d'attendre la permission de gagner. Il revisite et actualise les propositions fondamentales de l'ouvrage, intègre le rôle structurel des sociétés transnationales (STN), ancre la justice climatique dans la souveraineté alimentaire et fournit une architecture concrète pour construire un mouvement transnational capable de démanteler le capitalisme dans les délais imposés par le climat.

Ce n'est pas un texte académique. C'est un manuel de terrain pour nos mouvements. Il s'inspire des luttes en cours, en recense les capacités et exige une clarté opérationnelle.

Si vous lisez ces lignes, c'est que vous êtes déjà au cœur de l'urgence. La tâche consiste désormais à s'organiser en conséquence.

Première partie : Le diagnostic – Climat, alimentation et pouvoir des entreprises

1.1 L'urgence climatique : science, échéances et réalité politique

Les instances scientifiques des Nations Unies ne mâchent pas leurs mots. Le changement climatique est rapide, d'origine humaine et s'accélère. Les trajectoires actuelles laissent présager des conséquences graves, généralisées et irréversibles. Le Secrétaire général de l'ONU a qualifié cette situation de « code rouge pour l'humanité ». La réalité physique est non négociable : pour avoir une chance raisonnable de limiter le réchauffement à moins de 2 °C, les pays industrialisés doivent atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. Les pays du Sud doivent suivre rapidement, en tenant compte de leur responsabilité historique et de leurs capacités matérielles.

Mais les organismes scientifiques répondent à ce qui se passe et à quelle vitesse. Ils ne répondent pas à pourquoi cela se produit, à qui en profite, ni à comment le pouvoir doit se redistribuer. C'est là qu'intervient l'économie politique.

Cette urgence n'est pas un accident météorologique. C'est la conséquence logique d'un système socio-économique qui traite l'atmosphère, le sol et le travail humain comme des ressources inépuisables au service de l'accumulation. Les échéances climatiques ne sont pas des objectifs bureaucratiques ; ce sont les limites matérielles de notre mandat d'organisation.

Toute stratégie qui les ignore relève du déni climatique déguisé en militantisme. Nous devons reconnaître que le climat nous impose une échéance pour tous nos combats, indépendamment de leur thème spécifique.

PRAXIS DE TERRAIN : Défense du Mékong, Asie du Sud-Est

La cascade de barrages, de centrales à charbon et de projets d'intégration énergétique de l'ASEAN sur le Mékong incarne le fossé entre l'urgence physique et la paralysie politique. Des communautés à travers le Vietnam, le Laos, le Cambodge et la Thaïlande sont confrontées à un effondrement en cascade de la pêche, à l'intrusion d'eau salée et au déplacement des populations autochtones. La science du climat identifie ces zones comme des zones d'adaptation à haut risque, et les mouvements locaux les qualifient de violence structurelle. Des coalitions fluviales transfrontalières ont combiné des campagnes narratives menées par des jeunes, des blocages territoriaux et des recours judiciaires transnationaux pour mettre un terme à des projets spécifiques. Cette lutte prouve que la dégradation de l'environnement n'est pas une « catastrophe naturelle », mais le résultat d'un développement délibéré d'infrastructures par les entreprises et l'État. Elle confirme la nécessité d'un soulèvement spontané déclenché par l'effondrement écologique, associé à une coordination régionale qui cartographie les chaînes de valeur plutôt que de mener des campagnes isolées.

1.2 Souveraineté alimentaire : l'autodétermination décoloniale dans un système défaillant

La souveraineté alimentaire n'est pas un modèle agricole technique. Il s'agit d'une revendication politique visant à exercer un contrôle collectif sur l'alimentation, la terre, l'eau et les savoirs. Elle affirme le droit des peuples à définir leurs propres politiques agricoles, alimentaires, foncières et commerciales ; à produire selon des méthodes adaptées à leurs réalités écologiques, sociales et culturelles ; et à privilégier l'alimentation locale plutôt que l'extraction destinée à l'exportation.

Historiquement, les modèles de développement coloniaux et néocoloniaux ont délibérément réorganisé les systèmes alimentaires à des fins d'extraction, et non d'alimentation. L'agriculture de subsistance a été remplacée par des monocultures d'exportation. Les systèmes de semences autochtones ont été criminalisés ou brevetés. Le régime foncier a été privatisé. Le « développement » postcolonial a perpétué cette situation par le biais d'ajustements structurels, de la libéralisation du commerce et de la dette. Il en a résulté non pas la sécurité alimentaire, mais la dépendance alimentaire.

Le développement doit être centré sur les personnes, autodéterminé et ancré dans l'égalité souveraine en matière de ressources naturelles. La souveraineté alimentaire met en œuvre cette perspective dans la sphère agraire. Elle est intrinsèquement décoloniale car elle démantèle l'héritage du contrôle externe sur les systèmes vitaux.

PRAXIS DE TERRAIN : L'AFSA et Navdanya

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) et le réseau indien Navdanya démontrent que la souveraineté alimentaire constitue, dans la pratique, une infrastructure décoloniale. L'AFSA s'oppose à la soi-disant Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), aux brevets sur les semences détenus par les entreprises et à la dépendance vis-à-vis des intrants synthétiques en développant la formation en agroécologie entre agriculteurs, les banques de semences communautaires et l'élaboration de politiques commerciales souveraines. De même, Navdanya construit des biens communs de connaissances décentralisés, protégeant les systèmes semenciers riches en biodiversité contre les régimes de propriété intellectuelle, tout en présentant la conservation des semences comme une défense du travail métabolique. Ces deux mouvements valident le principe selon lequel le développement doit placer la personne humaine au centre en tant que participant actif, et non comme bénéficiaire passif. Ils prouvent que la capacité préfigurative (construire des alternatives) et la capacité institutionnelle (élaborer des politiques, réorienter les marchés publics) ne sont pas secondaires par rapport à la rupture ; elles en constituent le pilier reproducteur.

1.3. Les entreprises transnationales : les architectes structurels de la crise

Les crises climatiques et alimentaires ne résultent pas de « forces du marché » anonymes. Elles sont orchestrées par l'architecture concentrée du pouvoir des entreprises transnationales. Ces dernières dominent les secteurs des semences, des produits agrochimiques, du négoce des matières premières, de la transformation alimentaire, des combustibles fossiles, de l'exploitation minière et de la logistique. Leurs pratiques structurelles portent directement atteinte à la justice climatique et à la souveraineté alimentaire :

- **Contrôle des semences et propriété intellectuelle** : Les régimes de brevets criminalisent la conservation des semences, enferment les agriculteurs dans une forte dépendance vis-à-vis des intrants et détruisent la biodiversité agricole essentielle à la résilience climatique.
- **Agriculture industrielle et extractivisme** : Les monocultures, les intrants synthétiques, les machines fonctionnant aux combustibles fossiles et les chaînes d'approvisionnement mondiales entraînent la déforestation, la dégradation des sols et des émissions massives, tout en évinçant les petits producteurs.
- **Accaparement des terres et « parc verts »** : Les sociétés transnationales acquièrent de vastes étendues pour les cultures d'exportation, les biocarburants et les plantations destinées à la compensation carbone, souvent par le biais de contrats opaques et d'expropriations soutenues par l'État. Les « solutions climatiques » deviennent de nouvelles formes de dépossession.

- **Régimes commerciaux et d'investissement** : Les mécanismes privés de règlement des différends (tels que les clauses ISDS), les accords de libre-échange et les restrictions en matière de subventions sanctionnent légalement les États qui mettent en œuvre une réforme agraire, protègent les marchés locaux ou réglementent la pollution causée par les entreprises.
- **La financiarisation de la nature et de l'alimentation** : La spéculation transforme l'alimentation, l'eau et le carbone en actifs financiers. Les « solutions fondées sur la nature » sont conçues pour assurer le rendement des investisseurs, et non la survie des communautés.
- **La mainmise sur le discours** : La recherche financée par les entreprises et les campagnes de relations publiques promeuvent « l'agriculture intelligente face au climat » et « l'intensification durable », marginalisant ainsi l'agroécologie et préservant les structures de pouvoir.

Les entreprises transnationales ne sont pas de simples acteurs malveillants isolés. Elles constituent le système d'exploitation d'un modèle de développement dirigé par les entreprises qui externalise les coûts écologiques et sociaux, concentre la prise de décision et restreint le choix démocratique. Leur impunité est structurelle, et non fortuite.

PRAXIS DE TERRAIN : la lutte des Ogoni et le MOSOP

Le mouvement Ogoni au Nigeria incarne l'architecture de l'impunité des entreprises. L'exploitation minière de Shell a provoqué une contamination catastrophique des sols et de l'eau, des crises sanitaires et une répression militarisée. Ken Saro-Wiwa et le Mouvement pour la survie du peuple ogoni (MOSOP) ont utilisé une désobéissance civile de masse, exercé une pression juridique internationale et mis en place un cadre narratif reliant la destruction écologique à l'exploitation coloniale. Un arrêt rendu en 2021 par un tribunal néerlandais a établi la responsabilité extraterritoriale, mais la pleine responsabilisation reste bloquée par la fragmentation juridictionnelle et la collusion entre l'État et les entreprises. Cette affaire confirme l'affirmation selon laquelle la violence environnementale des entreprises est une « guerre lente ». Elle démontre que la capacité narrative (qualifier l'extraction de guerre) et la capacité de perturbation (désobéissance civile, ciblage de la chaîne d'approvisionnement) doivent s'accompagner d'une infrastructure juridique transnationale et d'une lutte pour le pouvoir. Sans cela, la rupture locale est contenue.

PRAXIS DE TERRAIN : CGLTE-OA et l'accaparement des terres et de l'eau en Afrique de l'Ouest

La Convergence mondiale des luttes pour la terre et l'eau – Afrique de l'Ouest (CGLTE-OA) révèle comment les entreprises transnationales mettent en place des « parcs verts » au-delà des frontières sous-régionales. Lorsque la société d'huile de palme SOCFIN a acquis plus de 18 000 hectares dans la chefferie de Malen, en Sierra Leone (2011), les communautés ont formé l'Association des propriétaires et utilisateurs fonciers concernés de Malen (MALOA) pour défendre le régime foncier coutumier. Les forces de sécurité de l'État ont réagi par des arrestations, des incarcérations et l'assassinat de deux militants en 2019. La réponse du CGLTE-OA — qui regroupe 15 pays et plus de 300 organisations — prouve que l'accaparement des terres et de l'eau n'est pas un phénomène isolé, mais qu'il est coordonné de manière structurelle par les agences étatiques, l'AGRA et les régimes commerciaux régionaux. Les caravanes transfrontalières du mouvement, les réseaux d'accompagnement juridique et le plaidoyer mené au niveau de la CEDEAO démontrent que l'impunité des entreprises nécessite une coordination sous-régionale, et pas seulement une résistance nationale.

1.4. Convergence : pourquoi la justice climatique et la souveraineté alimentaire ne font plus qu'un

Les mouvements pour la justice climatique soutiennent que le changement climatique est une injustice historique, politique et économique enracinée dans le capitalisme, le colonialisme et l'extractivisme. Les mouvements pour la souveraineté alimentaire affirment que la faim et l'effondrement écologique sont les symptômes d'un contrôle externe sur les systèmes de vie. Il ne s'agit pas de luttes parallèles. C'est une seule et même lutte, analysée sous différents angles.

Diagnostic commun : Les deux mouvements identifient le capitalisme, le colonialisme, le néocolonialisme, le contrôle des grandes entreprises et les régimes commerciaux inéquitables comme des causes profondes. Les deux reconnaissent que la vulnérabilité est le fruit de constructions sociales, et non un phénomène naturel.

Revendications communes : Protection des terres et des territoires, réforme agraire, transitions justes et agroécologiques, dette climatique et réparations, contrôle communautaire, opposition à l'accaparement vert.

L'agriculture comme lieu de convergence : La souveraineté alimentaire agroécologique réduit les émissions, séquestre le carbone, préserve la biodiversité, renforce les moyens de subsistance locaux et développe la résilience climatique. Elle aborde simultanément l'atténuation, l'adaptation et la justice. L'agriculture industrielle fait exactement le contraire.

L'organe consultatif scientifique des Nations unies sur le climat, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ne mentionne pas explicitement la « souveraineté alimentaire », mais il identifie les systèmes alimentaires comme faisant partie des domaines les plus urgents et les plus fragiles touchés par le « changement climatique ». Il considère l'agriculture industrielle comme une source majeure d'émissions et met en garde contre le fait que les systèmes actuels accroissent la vulnérabilité. Les mouvements en faveur de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire ne prétendent pas que la souveraineté alimentaire ou la réglementation des entreprises constituent des « urgences » au sens des sciences physiques tel que l'entend le GIEC.

Nous considérons le changement climatique comme l'urgence, les systèmes alimentaires comme une zone d'impact cruciale, la domination des entreprises comme le moteur structurel, et la transformation fondée sur la justice comme la seule stratégie de réponse viable. Le démantèlement de cette structure à court terme devient donc la tâche commune des deux mouvements.

Partie II : Le cadre politique – De la rupture à la libération

2.1. L'impératif de rupture : pourquoi la réforme est mathématiquement et politiquement impossible

Le calendrier climatique met fin à l'approche progressive. Aucun pays ne présente de trajectoires d'émissions compatibles avec les échéances climatiques. Aucune entreprise du secteur de l'énergie ne dispose d'un véritable plan de décarbonisation. Les régimes mondiaux de commerce et d'investissement pénalisent activement la réglementation systémique. Le modèle « au sein du système » (lobbying, accords verts, réforme électorale) est structurellement bloqué ou encadré par le capital transnational. Le modèle « en dehors du système » (coopératives, entraide, alternatives locales) est vital pour la survie mais, par essence, ne peut pas être déployé à grande échelle pour démanteler une architecture d'entreprises intégrée à l'échelle mondiale.

Nous avons besoin d'un **mouvement de rupture** : un mouvement qui s'oppose directement aux structures de pouvoir qui entretiennent l'effondrement climatique et la spoliation alimentaire. La rupture ne signifie pas le chaos. Elle signifie reconnaître que le système existant ne peut être réformé pour devenir viable, et s'organiser stratégiquement pour briser ses piliers fondamentaux : le contrôle par les entreprises de la terre, des semences et de la finance, l'expansion des énergies fossiles, et les régimes commerciaux qui enferment les États dans l'extraction.

PRAXIS DE TERRAIN :

La mobilisation des agriculteurs indiens et le MST

La mobilisation des agriculteurs indiens de 2020-2021 et le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) au Brésil prouvent que les voies institutionnelles sont structurellement bloquées. Les agriculteurs indiens ont combiné blocages d'autoroutes, perturbation des chaînes d'approvisionnement, campagnes de communication numériques et cuisines communautaires dirigées par des femmes pour forcer l'abrogation législative des lois agricoles favorables aux grandes entreprises. Le MST a combiné occupations de terres, création de villages agroécologiques, coopératives agricoles et achats publics de denrées alimentaires pour faire avancer la réforme agraire. Ces deux mouvements valident la proposition n° 3 de All In, qui défend le modèle de rupture : la confrontation directe associée à la mise en place d'institutions préfiguratives est non négociable. Ils démontrent que la rupture nécessite une préfiguration logistique (distribution alimentaire, camps médicaux, défense juridique) et un cadre narratif qui qualifie le droit des entreprises de dépossession climatique et alimentaire. Sans cela, la perturbation s'effondre sous la répression de l'État.

PRAXIS DE TERRAIN :

La caravane CGLTE-OA et le livret vert

En 2016, la Caravane ouest-africaine pour la terre, l'eau et les semences paysannes de la Convergence mondiale des luttes pour la terre et l'eau – Afrique de l'Ouest (CGLTE-OA) a traversé le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal, faisant étape dans 11 villes pour organiser des débats, des visites sur le terrain dans des territoires spoliés et lancer des appels directs aux ministres et aux représentants de la CEDEAO. La caravane s'est achevée à Dakar

par la remise publique du « Livret vert », un document de plaidoyer rédigé par le mouvement qui traduit les principes de l'agroécologie paysanne, de la souveraineté alimentaire et du régime foncier communautaire en un langage politique contraignant. Cela confirme l'impératif de rupture : lorsque les voies parlementaires et judiciaires sont accaparées par des alliances entre entreprises et État, les mouvements doivent construire une gouvernance parallèle, mener des actions de perturbation transfrontalières et traduire la défense du territoire en pression institutionnelle.

2.2. La classe ouvrière mondiale : écoféministe, agraire et décoloniale

Le capital est mondialisé. Ceux qui en sonnent le glas doivent se mondialiser avec lui. Mais la « classe ouvrière » ne se limite pas à la main-d'œuvre industrielle syndiquée du Nord. Il s'agit d'une classe écoféministe, intégrée sur le plan métabolique, qui comprend :

- **La main-d'œuvre salariée, syndiquée et non syndiquée**, dans les secteurs à forte intensité carbone et dans ceux des services ;
- **les travailleurs de l'économie informelle (populaire)** dont le travail est exploité sans aucune protection ;
- **le travail reproductif et de soins** qui soutient la vie humaine et rend la production possible ;
- **le travail métabolique et de protection de la Terre** : les paysans, les communautés autochtones, les pêcheurs, les défenseurs de la forêt et les producteurs agroécologiques qui rétablissent les cycles écologiques et s'opposent à l'extractivisme.

Historiquement, le travail reproductif et métabolique a été marginalisé par la violence sexiste, raciste et coloniale. Aujourd'hui, toutes ces catégories produisent ou reproduisent une valeur qui est appropriée par le capital financier mondial. Leur intérêt de classe commun réside dans l'abolition du contrôle privé des entreprises sur les moyens de production, de reproduction et de régénération écologique.

Une véritable solidarité de classe contre le capital mondial doit commencer et finir par une compréhension intégrée de la conscience de classe. Le paysan qui défend les semences, le travailleur migrant qui emballe des denrées alimentaires, le jeune autochtone qui bloque un oléoduc et l'auxiliaire de vie urbain ne sont pas des « alliés ». Ils appartiennent à la même classe, fragmentée de manière délibérée et imposée par une classe criminelle.

PRAXIS DE TERRAIN: Marikana et Rana Plaza

La grève des mineurs de Marikana (Afrique du Sud, 2012) et la lutte des ouvrières du textile du Rana Plaza (Bangladesh, depuis 2013) illustrent la classe ouvrière écoféministe en action. Marikana a mis en lumière la manière dont le travail salarié, la sous-traitance précaire et la violence racialisée s'entrecroisent dans le cadre d'un extractivisme financiarisé et dirigé par les entreprises. Le Rana Plaza a révélé comment ce sont principalement les femmes et les travailleurs du secteur informel qui permettent la consommation mondiale tout en étant confrontés à la répression syndicale et au non-paiement des salaires. Ces deux cas valident la proposition n° 2 de *À Fond* : la solidarité de classe doit nommer explicitement les hiérarchies de travail racialisées et genrées. Ils démontrent que la capacité institutionnelle transnationale (accords de sécurité contraignants, litiges extraterritoriaux) peut perturber les chaînes de valeur des entreprises lorsqu'elle est mise en œuvre de manière stratégique. La lutte des classes n'est pas abstraite ; il s'agit d'une perturbation de la chaîne de valeur associée à la construction d'une alliance transfrontalière entre travailleurs et paysans.

PRAXIS DE TERRAIN: CGLTE-OA et le travail métabolique

La composition de la CGLTE-OA met explicitement l'accent sur les femmes (qui représentent plus de 60 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique de l'Ouest), les jeunes, les éleveurs et les pêcheurs artisanaux, ce qui confirme le cadre de la « main-d'œuvre imbriquée ». Le Livret vert exige la parité hommes-femmes au sein des comités fonciers, la protection des savoirs des femmes en matière de conservation des semences et l'accès des jeunes à une formation en agroécologie, démontrant ainsi que la solidarité de classe passe par le démantèlement de la marginalisation patriarcale et générationnelle. Cela prouve que le travail métabolique et le travail reproductif ne sont pas des « éléments accessoires » de la lutte des classes ; ils en constituent le fondement matériel. Toute rupture qui les exclut reproduit la division colonialiste-capitaliste qu'elle cherche à renverser.

2.3. Le cadre de la guerre : désarmement, réparations et souveraineté

La formulation la plus juste pour décrire notre époque est la suivante : **Les gouvernements et les multinationales ont déclaré la guerre aux peuples et à la planète.** Leur arme de destruction massive de prédilection est l'effondrement climatique, mis en œuvre par le biais de régimes alimentaires dictés par les entreprises, de l'accaparement des terres à des fins d'exploitation et de la financiarisation de la nature.

Cette formulation brise l'illusion de paix. Elle clarifie la question des responsabilités : l'État et l'appareil des entreprises ne sont pas chargés de résoudre la crise ; ils en sont coupables. La responsabilité du désarmement et de la survie incombe aux peuples.

Dans la section « Mise en œuvre » d'*À Fond*, le **Plan de désarmement** s'inspire de la non-prolifération nucléaire, avec des mesures de non-prolifération et de réduction. Voici quelques exemples de ce à quoi cela pourrait ressembler du point de vue de la souveraineté alimentaire :

- **Non-prolifération** : Mettre un terme aux nouveaux projets liés aux énergies fossiles, empêcher de nouvelles acquisitions foncières par les entreprises, interdire les nouveaux brevets sur les semences, supprimer les subventions à l'agriculture industrielle, suspendre les recours ISDS contre les politiques d'intérêt public.
- **Désarmement** : Atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 dans les pays du Nord et d'ici 2050 à l'échelle mondiale, y compris par des éliminations progressives sectorielles de l'agro-industrie à fortes émissions ; annuler la dette des États vulnérables au changement climatique ; démanteler le contrôle des entreprises sur les régimes commerciaux ; criminaliser le « greenwashing » et la fraude aux compensations carbone.

Le **Plan de paix** décrit ensuite la réhabilitation et la reconstruction de la société après la guerre. Voici quelques exemples concrets dans le domaine de la souveraineté alimentaire :

- **Souveraineté foncière et semencière** : Réforme agraire radicale, régime foncier collectif, banques de semences publiques, reconnaissance des systèmes de savoirs autochtones et paysans.
- **Dette climatique et réparations** : Financement direct, transfert de technologies et marge de manoeuvre politique accordés par les États à fortes émissions et les STN aux communautés en première ligne. Pas de prêts. Pas de compensations. Des réparations.
- **Transition agroécologique** : Marchés publics en faveur des systèmes alimentaires locaux, soutien à l'agroécologie menée par les paysans, contrôle démocratique de l'eau et de l'énergie, transition juste pour les travailleurs ruraux et urbains.
- **Gouvernance alimentaire démocratique** : Conseils alimentaires dirigés par les communautés, représentation des paysans dans les négociations commerciales, abolition de l'emprise des entreprises sur la politique agricole.

PRAXIS DE TERRAIN: COPINH et Sarayaku vs. Repsol

L'héritage de Berta Cáceres et du Conseil des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH), ainsi que le litige opposant les Kichuas de Sarayaku à Repsol en Équateur, illustrent concrètement le cadre de la guerre et les plans de désarmement et de paix. La défense par le COPINH de la souveraineté sur l'eau contre le barrage d'Agua Zarca a combiné des blocages territoriaux, des réseaux de solidarité féministes et un accompagnement juridique international. Après l'assassinat de Berta Cáceres, le mouvement a survécu grâce à un leadership

décentralisé et à des mécanismes de protection à réaction rapide. Les Sarayaku ont invoqué la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), les droits bioculturels et la dette climatique pour contester l'extraction pétrolière, obtenant ainsi des arrêts de la Cour interaméricaine qui ont reconnu leur régime foncier collectif. Ces deux exemples valident la nécessité d'un pluralisme juridique, d'une infrastructure de protection transnationale et d'une souveraineté narrative. Ils prouvent que la justice climatique décoloniale nécessite la mise en œuvre du Plan de paix par le biais de réparations contraignantes, de la suspension des mécanismes ISDS et d'une agroécologie contrôlée par les communautés.

PRAXIS DE TERRAIN :

CGLTE-OA et mise en œuvre des initiatives de désarmement et de paix en Afrique de l'Ouest

L'appel lancé par le CGLTE-OA pour mettre un terme aux nouvelles concessions foncières et hydriques accordées aux multinationales, suspendre les recours ISDS contre les lois sur le régime foncier communautaire et interdire les brevets sur les semences qui criminalisent la conservation des semences par les agriculteurs concrétise le Plan de désarmement en Afrique de l'Ouest. Parallèlement, leurs propositions du Livret vert — marchés publics en faveur de l'agroécologie paysanne, reconnaissance des régimes fonciers coutumiers, parité hommes-femmes au sein des comités fonciers et réparations climatiques par l'annulation de la dette — fournissent des modèles concrets de Plan de paix. Cela prouve que les documents de plaidoyer rédigés par les mouvements peuvent faire office de programmes politiques contraignants lorsqu'ils s'accompagnent d'une mobilisation transfrontalière et d'une pression institutionnelle régionale.

Troisième partie : l'architecture organisationnelle

– Construire le mouvement-comme-parti

3.1 Écologie des mouvements : grandes stratégies de rupture

Un mouvement de rupture ne peut pas reposer sur une seule tactique, un seul modèle ou une seule théorie du changement. Il nécessite une « écologie de mouvements » dans laquelle différentes organisations se préparent à différents scénarios tout en partageant une vision commune. Nous identifions trois grandes stratégies, toutes essentielles :

1. **Soulèvement spontané** : mobilise autour de chocs sociaux/économiques soudains, de catastrophes environnementales ou d'actes scandaleux de violence de la part des entreprises ou de l'État. Forte participation, faible organisation formelle. Risques : vides de pouvoir, cooptation. Nécessite : une définition rapide du cadre narratif, des réseaux communautaires préexistants, des revendications institutionnelles claires après le soulèvement.
2. **Agitation de masse** : renforce le soutien populaire par des campagnes soutenues, la radicalisation et l'encadrement d'avant-garde au sein d'organisations de masse. Équilibré entre la participation et l'organisation. Risques : avant-gardisme, substitutionnisme. Nécessite : un ancrage communautaire profond, une responsabilité transparente, des boucles de rétroaction continues avec les bases populaires.

3. **Mobilisation idéologique** : Éduque, recrute et forme une base de membres engagés pour mener une transformation systémique. Organisation forte, théorie approfondie. Risques : sectarisme, isolement. Nécessite : des canaux de communication ouverts, la volonté de s'engager dans des mouvements plus larges, des pratiques préfiguratives qui démontrent des alternatives.

Ces approches ne s'excluent pas mutuellement. Il s'agit de préparatifs complémentaires à une réalité VUCA (volatile, incertaine, complexe, ambiguë). Une vague de chaleur détruisant les récoltes peut déclencher un soulèvement spontané. L'accaparement des terres par des entreprises peut être accompagné d'une agitation de masse. Une campagne pour la souveraineté semencière peut nécessiter une mobilisation idéologique. Le mouvement doit financer, former et coordonner ces trois volets.

3.2 Capacités : narrative, disruptive, institutionnelle et de coordination

Les capacités sont les muscles du mouvement. L'intersectionnalité fondée sur l'action représente ses articulations. Elles doivent être développées au niveau du mouvement, et pas seulement au niveau organisationnel :

1. **Capacité narrative** : Faire évoluer la perception du public de la « consommation individuelle » vers « le pouvoir des entreprises et l'extraction coloniale ». Présenter la nourriture comme un bien commun, les semences comme un patrimoine, la dette climatique comme une obligation historique. Lutter contre le « greenwashing » des entreprises à l'aide de récits ancrés dans la réalité et portés par les paysans.

2. **Capacité disruptive** : Bloquer les infrastructures liées aux énergies fossiles, occuper les sièges sociaux des entreprises, perturber les ventes aux enchères d'accaparement des terres, saboter les plantations destinées à la compensation carbone, organiser des grèves au sein des chaînes d'approvisionnement. La pression doit être concrète, et non pas simplement symbolique.
3. **Capacité institutionnelle** : Rédiger des projets de loi types pour la réforme agraire, la souveraineté semencière et l'abolition de l'ISDS. Mettre en place des conseils paysans de l'alimentation. Créer des cadres de marchés publics en faveur de l'agroécologie. Consolider les victoires pour en faire des lois et des pratiques populaires.
4. **Capacité de coordination** : La plus cruciale et la moins développée. Elle nécessite des congrès internationaux permanents, des mandats stratégiques partagés, la mise en commun des ressources et des espaces de prise de décision qui transcendent l'« ONG-isation » et la diplomatie des sommets.

Nous pouvons également développer des capacités de soutien :

5. **Capacité de résilience** : Mettre en place une infrastructure transnationale de protection et de défense juridique. La criminalisation étant monnaie courante, les mouvements doivent institutionnaliser une défense juridique à réponse rapide, un accompagnement international et des mécanismes de responsabilité extraterritoriaux.
6. **La capacité préfigurative** peut également fournir une infrastructure stratégique. Un exemple d'investissement dans cette capacité pourrait être de financer les « Knowledge and Seed Commons » – *les banques de semences communautaires*, les réseaux de recherche paysans et les programmes scolaires décoloniaux constituent à la fois une résilience climatique et une souveraineté alimentaire.

Les mouvements échouent lorsqu'ils traitent ces capacités comme des silos isolés. Ils réussissent lorsque le récit permet la disruption, que la disruption crée un espace pour la consolidation institutionnelle, et que la coordination garantit que ces trois éléments s'alimentent mutuellement de manière stratégique.

PRAXIS DE TERRAIN : Les Soulèvements de la Terre et les réseaux de formation du MST

« Les Soulèvements de la Terre » en France et les écoles paysannes du MST brésilien ont démontré qu'il était possible de mettre en commun des capacités à grande échelle. « Les Soulèvements » ont fédéré paysans, grévistes pour le climat et ZADistes autour d'un discours commun (« défendre l'eau, reconquérir les territoires, rejeter l'extractivisme »), de campagnes saisonnières coordonnées et d'actions de sabotage préfiguratives qui ont fait évoluer le débat public sur le désarmement. Les réseaux nationaux de formation en agroécologie du MST combinent mobilisation idéologique (éducation politique), capacité de perturbation (occupations de terres) et capacité institutionnelle (contrats publics du PNAE). Ces deux exemples confirment que les capacités des mouvements doivent être mises en commun entre les organisations, grâce à une délégation délibérée et à une complémentarité stratégique. L'isolement engendre la vulnérabilité ; la mise en commun des capacités engendre la rupture.

PRAXIS DE TERRAIN : CGLTE-OA et mise en commun des capacités au niveau sous-régional

Le CGLTE-OA met en œuvre la mise en commun des capacités dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest. Les plateformes nationales coordonnent la défense locale ; a « Caravane » de 2016 apporte des

capacités de subversion et de communication ; le Livret vert et l'action de plaidoyer de la CEDEAO renforcent les capacités institutionnelles ; les réseaux de solidarité transnationaux assurent la résilience face à la répression (par exemple, la réaction rapide aux arrestations du MALOA et aux assassinats de 2019). Cela prouve que la capacité de coordination n'est pas une charge administrative superflue : il s'agit d'une stratégie de survie face au capital transnational. Les mouvements qui ne parviennent pas à mettre en commun leurs capacités narratives, disruptives, institutionnelles et de résilience au-delà des frontières seront fragmentés et contenus.

3.3. Un ennemi mondial, une coordination mondiale

L'ennemi – qui, comme nous l'avons vu, est le même dans la lutte pour la souveraineté alimentaire que dans celle pour la justice climatique – opère à l'échelle mondiale. Les stratégies nationales ou régionales sont nécessaires, mais insuffisantes sans une coordination mondiale. Cette conclusion nous amène à l'une des thèses centrales de l'ouvrage All In et à l'une des principales raisons d'être de cette brochure : **Nous avons besoin d'un écosystème de mouvements mondiaux porteurs de rupture. Pour cela, nous avons besoin d'une coordination mondiale.** Par « capacité de coordination », nous entendons la capacité du mouvement à établir des interactions cohérentes entre ses forces et ses faiblesses afin de guider le mouvement dans son ensemble vers la victoire.

Si le système capitaliste est mondial et que ses fossoyeurs doivent s'organiser à l'échelle mondiale, alors nous avons besoin d'un modèle de parti qui corresponde à cette réalité. **Nous avons besoin de structures organisationnelles capables d'élaborer des intentions, des programmes et des plans au niveau mondial**, tout en tirant parti des diversités contextuelles (grâce à des stratégies globales et aux capacités du mouvement). En effet :

1) Si nous ne communiquons pas entre nous, nous échouons.

Nous échouons parce que nous passerons à côté d'aspects importants de la vision d'ensemble du mouvement mondial – enseignements, intuitions, évolutions récentes sur les différents fronts sur lesquels nous misons – qui pourraient nous amener à prendre des décisions différentes. Et nous échouons parce que nous perdrons en efficacité, en étant incapables de discerner les synergies importantes qui pourraient être créées ; et, peut-être plus important encore, en perdant de vue les vides à combler et les opportunités émergentes que certaines parties du mouvement pourraient saisir.

2) Pour oser gagner, nous avons besoin d'un plan commun et coordonné à l'échelle mondiale qui vise la victoire. Ce plan aura des implications différentes pour les différentes organisations qui misent sur des scénarios différents et investissent dans des capacités différentes. Ce plan ne sera pas rigide ; il devra être flexible et s'adapter à la réalité en mutation rapide dans laquelle nous vivons.

Lorsque nous affirmons que nous avons besoin de « structures organisationnelles capables d'élaborer des intentions, des programmes et des plans à l'échelle mondiale », nous ne voulons pas dire que la coordination du mouvement doit être assurée par une sorte de Politburo ou de Comité central. Nous devons explorer des modes de coordination plus complexes et plus organiques, mais le besoin de coordination du mouvement de rupture, dans son ensemble, demeure. Et peut-être n'avons-nous pas besoin de tout créer à partir de zéro. Nous devrions examiner quels sont certains des réseaux mondiaux existants qui fournissent déjà une partie de l'infrastructure susceptible de contribuer à cette coordination mondiale.

L'écosystème du mouvement pour la souveraineté alimentaire et la résistance contre les multinationales comprend certains des réseaux mondiaux les plus prometteurs actuellement en activité – tels que la Campagne mondiale pour la souveraineté des peuples, La Via Campesina ou le Forum Nyeleni (pour ne citer que ceux que nous connaissons le mieux). Tous ces réseaux représentent de véritables mouvements de masse, regroupent une diversité d'acteurs poursuivant différentes grandes stratégies, s'appuient sur des décennies d'expérience militante, dialoguent entre eux, et évoluent en s'adaptant aux nouveaux défis. Non seulement ces structures offrent une forte capacité de coordination au sein des mouvements pour la souveraineté alimentaire et contre le pouvoir des entreprises – capacité qui fait défaut à la plupart des mouvements –, mais peut-être qu'une partie de ces infrastructures, sous une forme ou une autre, pourrait nous apporter au moins une partie des moyens dont nous aurons besoin pour planifier et coordonner nos stratégies en vue d'une rupture. Nous ne sommes sûrs de rien. Nous aimerions explorer ces pistes et rêver ensemble avec les organisateurs actifs au sein de ces plateformes, qui sont déterminés à gagner et qui portent en eux des décennies d'enseignements et d'expériences en matière de construction de mouvements.

Partie IV : Se préparer à la victoire

Défaite, défaite, défaite, défaite, défaite, défaite, et puis merde... victoire.

— Kim Stanley Robinson, *The Ministry For The Future*.

4.1. Accepter la réalité : déclarer l'état d'urgence climatique

Dans la phrase de Kim Stanley Robinson, entre le 6^e « perdre » et « gagner », il y avait une prise de conscience de l'échec jusqu'à ce moment-là. Sinon, rien n'aurait changé. Il y avait aussi la décision de réessayer en agissant différemment.

La toute première étape pour « gagner » consiste à se dire la vérité à soi-même : **nous devons démanteler le capitalisme à court terme afin de parvenir à la souveraineté alimentaire et à la justice climatique ; c'est à nous qu'il revient de le faire ; et pour l'instant, nous échouons.** Mais l'échec n'est pas l'ennemi des victoires futures ; il doit être l'antidote au conformisme.

La culture hégémonique du militantisme reproduit l'aliénation et le conformisme de plusieurs façons, nous empêchant ainsi d'échouer pour mieux rebondir :

- **Transfert** : Parmi les exemples de transfert, on peut citer l'application de modèles organisationnels du XX^e siècle aux échéances climatiques du XXI^e siècle ; ou l'imposition de modèles d'activisme eurocentriques au monde de la majorité.

- **Distraction** : Cela peut se traduire par le fait de se concentrer sur des sous-groupes sociologiques plutôt que sur la classe ouvrière mondiale, ou de s'aligner sur les forces libérales « démocratiques » contre le fascisme tout en ignorant que le fascisme est un produit de l'effondrement du capitalisme climatique.
- **Faire semblant d'assumer ses responsabilités** : Lorsque nous mesurons le succès à l'aune des actions menées plutôt qu'aux changements systémiques obtenus, lorsque nous affirmons « faire notre part » sans plan de victoire et sans prendre en compte les échéances climatiques en tant que telles, nous faisons semblant d'assumer nos responsabilités.

Un espoir efficace, ancré et honnête est l'ennemi direct des habitudes, des rationalisations, du transfert et de la méfiance masquée. Nous ne pouvons cultiver l'espoir que si nous savons que nous nous dirons les uns aux autres et à nous-mêmes quand quelque chose ne fonctionne pas, et si nous nous engageons à apprendre.

La proposition opérationnelle ici est une **Déclaration d'état d'urgence climatique**, au sein du mouvement et de nos organisations (ce qui changerait également nos vies de manière radicale). Nous ne proposons pas de formalités administratives. Nous proposons un changement radical de culture organisationnelle, un engagement à rejeter de manière continue et systématique le conformisme et l'aliénation au sein du mouvement. Cette déclaration vise à prendre nos responsabilités en main, à briser les habitudes et à rester concentrés et agiles. C'est également un outil pour évaluer en permanence si nous nous rapprochons de l'arrêt de l'effondrement climatique.

Proclamer l'état d'urgence climatique n'est pas une proposition réservée aux groupes qui travaillent principalement sur le climat. Cela ne signifie pas non plus que la « question climatique » doive devenir la priorité de tous les mouvements. Cela signifie qu'au-delà du mouvement dont on est issu, nous devons élaborer des plans réalistes sur le plan climatique : si nous ne démantelons pas le capitalisme et n'arrêtons pas les émissions de combustibles fossiles dans les délais fixés par le climat, nous sommes voués à l'échec.

Nous sommes conscients qu'il existe de nombreuses urgences graves au sein de nos mouvements, telles que la recrudescence des attaques brutales menées par l'impérialisme américain. Proclamer l'état d'urgence climatique ne signifie pas que nous devrions nous concentrer sur les « questions climatiques » tout en considérant les autres enjeux comme secondaires. Cela signifie qu'en vivant dans un état d'urgence et dans une réalité en mutation rapide, nous devons faire de l'agilité, de la flexibilité, de la réactivité, de la capacité d'adaptation et de la rapidité des vertus primordiales. Nos cycles d'apprentissage doivent être intentionnels, axés sur une vision et rapides.

Notre déclaration d'urgence climatique doit s'appuyer sur notre question opérationnelle : **«Compte tenu de ce que nous savons, quel est notre plan pour maintenir le réchauffement en dessous de 2 degrés ? »**. Étant donné que nous devons mettre en œuvre un changement systémique au cours de cette décennie, quel est notre engagement pour l'année prochaine ? Cet engagement sera différent pour chaque organisation ou plateforme, en fonction de ses forces, de ses faiblesses et de ce qui est le plus utile pour le mouvement dans son ensemble. Cette décision doit s'appuyer sur une analyse globale du mouvement, en coordination permanente avec d'autres acteurs engagés dans la même tâche.

4.2. Coordination mondiale : mandats, ressources, prise de décision et processus d'apprentissage du mouvement

Il y a autre chose qui se passe entre la 6^e « défaite » et la « victoire » : on prend un risque. « Et puis merde ». Il y a un risque à essayer quelque chose de nouveau, et il y a le risque que la victoire aurait pu être une nouvelle défaite.

Pour gagner, il faut prendre de gros risques.

Décider de collaborer avec des personnes que l'on ne connaît pas encore très bien est un risque. Cela demande un acte de foi. À minima, cela implique de prendre le temps d'essayer de comprendre les autres, de les rencontrer, de les cerner, de construire un langage commun, de passer outre certains aspects qui ne nous plaisent pas particulièrement ou que nous ne ferions pas de la même manière qu'eux, parce que nous y voyons un potentiel. Et c'est un risque que d'investir des ressources dans un potentiel plutôt que dans des expériences concrètes. Mais si nous ne prenons pas ce risque, nous ne vivons pas de nouvelle expérience.

Décider de s'adapter, de changer ou de créer de nouvelles habitudes, organisations ou réseaux représente un risque encore plus grand. Nous risquons que cela ne fonctionne pas (et potentiellement de gaspiller des ressources extrêmement précieuses pour le mouvement), et nous risquons d'avoir raison (et potentiellement de ne pas saisir l'opportunité malgré un investissement total).

Malgré tout, pour oser gagner, nous devons prendre le risque d'essayer de créer un plan commun et coordonné à l'échelle mondiale, et nous devons prendre le risque d'investir dans la création de structures organisationnelles disruptives capables d'élaborer des intentions, des programmes et des plans au niveau mondial. Cela impliquera :

- **Allocation des ressources** : Au moins 25 % des capacités organisationnelles de base doivent être consacrées à la coordination internationale. Il ne s'agit pas de frais administratifs bureaucratiques, mais d'une question de survie stratégique.
- **Mandats décisionnels** : L'axe essentiel de l'alignement stratégique doit émerger des espaces de coordination internationale. Cela ne signifie pas un contrôle descendant. Cela signifie que les campagnes locales sont évaluées à l'aune des dynamiques de pouvoir mondiales, des flux de ressources et des priorités du mouvement. Ce qui fonctionne au Brésil doit être compris en relation avec la politique commerciale de l'UE, l'accaparement des terres en Afrique et les marchés asiatiques des semences.
- **Dialectique global-local** : Chaque action locale doit être replacée dans le contexte des structures de pouvoir mondiales. Chaque campagne mondiale doit s'ancrer dans les luttes territoriales locales. Les espaces de coordination doivent sans cesse faire le lien entre les deux.

Et c'est précisément parce que nous allons tout risquer d'un seul coup que nous devons veiller à ne pas répéter les mêmes erreurs : en tirant les leçons de nos échecs et des mouvements passés, nous nous aventurerons en terrain inconnu. Marikana, Lago Agrio et l'assassinat de Berta Cáceres montrent que la rupture comporte des risques extrêmes.

Les mouvements doivent institutionnaliser des cycles d'apprentissage, partager ouvertement leurs analyses tactiques et leurs bilans rétrospectifs, et reconstruire la coordination après la répression. Au sein des réseaux existants, nous devons systématiser et partager nos enseignements, et trouver des moyens créatifs de transmettre ce savoir au sein du mouvement.

4.3. Préparer ensemble la victoire

Nous ne cessons de répéter tout au long de cette brochure que nous devons élaborer un plan commun et coordonné à l'échelle mondiale, mais en quoi consiste ce plan ?

Nous n'en savons rien. Si nous le savions, nous serions probablement en train d'écrire autre chose.

Nous vous invitons, ainsi que nous-mêmes, à accepter l'échec, à nous investir dans la construction d'un mouvement de rupture coordonné à l'échelle mondiale, et à élaborer ensemble un plan pour savoir comment diable y parvenir – et quelle sera la prochaine étape.

Si vous êtes arrivés jusqu'ici, nous pouvons commencer par dialoguer afin de définir une terminologie commune et d'instaurer la confiance, en explorant nos points d'accord et de désaccord, tout en adoptant l'interprétation la plus bienveillante possible de ce que chacun d'entre nous tente de faire.

Nous – organisateurs, organisations, mouvements, réseaux qui s'accordent à dire que notre tâche est de démanteler le capitalisme à court terme – pouvons alors nous rassembler pour tenter d'élaborer une analyse partagée du mouvement et une analyse du monstre que nous combattons.

D'une part, nous pouvons examiner les acteurs et les réseaux actuels du mouvement afin d'explorer nos forces et nos faiblesses, les synergies possibles à créer, les lacunes à combler et les opportunités à saisir. D'autre part, nous devrions examiner les forces et les faiblesses de l'ennemi (par exemple, en cartographiant les chaînes de valeur : identifier où vont les profits des multinationales, où le travail/travail métabolique est extrait, et où une perturbation produit un effet de levier systémique maximal) afin d'explorer les points d'intervention possibles.

Nous pourrions alors formuler des hypothèses et les vérifier, tout en mettant en place le cadre nécessaire qui nous permettra de tirer les leçons de nos erreurs et d'adapter nos plans à la réalité.

EXERCICE D'INTERVENTION POSSIBLE : Adopter le cadre de référence de la guerre et élargir le Plan pour le désarmement et la paix

Un exemple d'intervention possible impliquant différents acteurs des mouvements, visant à rapprocher les mouvements pour le climat et pour la souveraineté alimentaire, consisterait à adopter le cadre conceptuel de la guerre – en considérant l'effondrement climatique et l'insécurité alimentaire comme une déclaration de guerre active de la part des pouvoirs des entreprises et des États, et en cessant de traiter les multinationales comme des « acteurs mauvais » pour les désigner plutôt comme les architectes structurels de l'effondrement climatique et alimentaire. En réalité, le cadre de référence de la guerre n'est pas une nouveauté pour les mouvements autochtones, décoloniaux et de souveraineté alimentaire, qui affirment depuis des décennies qu'une attaque est menée par les gouvernements et les entreprises internationales et que les populations visées doivent s'unir pour défendre la vie. La nouveauté consisterait à consolider ce cadre à l'échelle internationale et entre les différents mouvements, tout en **élargissant le Plan de désarmement et de paix** (nous pouvons puiser quelques exemples sur la manière de l'élargir dans la section 2.3. de cette brochure), en utilisant le processus d'élaboration du Plan pour créer un agenda commun mondial pour les mouvements pour le climat et la souveraineté alimentaire.

L'adoption du cadre de référence de la guerre pourrait renforcer la capacité narrative du mouvement tout en consolidant son orientation de rupture. Le processus d'élargissement du Plan de désarmement et de paix pourrait être l'occasion de susciter des débats susceptibles de contribuer à combler le fossé entre les mouvements « pour le climat » et ceux de la souveraineté alimentaire. La mise en place de lignes directrices mondiales pour un Plan de désarmement et de paix élargi pourrait donner naissance à un programme inter-mouvements, ouvrant éventuellement la voie à des campagnes communes à explorer.

Cependant, notre objectif avec cet exemple n'est pas d'élaborer une proposition détaillée. La création à la fois d'un cadre narratif commun sur la guerre, destiné à être largement utilisé par les mouvements, et d'un plan de désarmement et de paix susceptible de fournir des lignes directrices mondiales à adapter aux niveaux régional et national, devrait nécessairement résulter d'un processus de construction de mouvement.

Il existe bien sûr plusieurs pistes d'action envisageables, et nous pensons pouvoir aboutir à des solutions bien plus efficaces si cet exercice de réflexion est mené collectivement. La tâche consiste désormais à prendre le risque d'essayer quelque chose de nouveau, en commençant par dialoguer les uns avec les autres.

CONCLUSION : OSER GAGNER, S'ORGANISER POUR VIVRE

L'urgence climatique est bien réelle. L'urgence du système alimentaire est bien réelle. L'architecture corporatiste et coloniale qui alimente ces deux crises est bien réelle. La fenêtre d'opportunité pour une réforme est désormais fermée. La voie à suivre passe par la rupture.

La souveraineté alimentaire n'est pas un simple complément à la justice climatique. C'est l'une de ses expressions les plus concrètes et les plus ancrées dans la réalité.

Les multinationales ne sont pas seulement des pollueurs ou des exploiters. Elles sont les architectes structurels d'un système qui doit être démantelé pour assurer notre survie. Le cadre d'urgence défini par le GIEC nous donne le compte à rebours. Les mouvements décoloniaux et de justice climatique nous donnent la feuille de route. Le mouvement de rupture, en tant que parti, nous donne le moteur.

Nous n'avons pas besoin de permission pour gagner. Nous avons besoin de coordination, de courage et de clarté.

Nous avons besoin d'organisations qui misent sur des scénarios, investissent dans les capacités et se coordonnent à l'échelle mondiale. Nous avons besoin de mouvements qui considèrent l'échec comme une donnée, et non comme une défaite. Nous avons besoin d'organiseurs qui trouvent le courage au cœur de la peur et construisent le pouvoir au cœur de la crise. Nous avons besoin d'une déclaration affirmant que la guerre est déjà là, et que notre devoir est de désarmer l'ennemi et de nourrir le peuple.

La tâche est magnifique, terrifiante et exaltante. Elle exige que nous nous transformions nous-mêmes tout en transformant la société. Elle exige que nous cessions d'attendre, que nous acceptions cette tâche, que nous assumions pleinement la responsabilité de l'avenir de l'humanité et que nous commencions à incarner ce mouvement.

Les échéances climatiques ne se négocient pas. Le capital ne cède pas. La faim n'attend pas

Tenons nous par la main. Construisons l'écologie de mouvement. Coordonnons-nous à l'échelle mondiale. Risquons tout. Osons gagner.

Nous nous dirigeons vers l'enfer climatique, le pied du capital appuyé sur l'accélérateur. Notre tâche consiste à casser cet accélérateur, à récupérer la récolte et à construire un monde où la vie se reproduit librement.

À Fond. Ou rien du tout.

References

Rodrigues, M. & Eden, S. (2025). All In: A Revolutionary Theory to Stop Climate Collapse. CC BY-NC-SA 4.0.

UN (1986). Declaration on the Right to Development.

UN (2018). UN Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas (UNDROP).

IPCC AR6 (2021-2023). Climate Change 2021-2023: The Physical Science Basis, Impacts, Adaptation, and Mitigation.

FAO/HLPE (2021-2024). Food Systems and Nutrition Reports.

Global Campaign to Reclaim Peoples' Sovereignty, Dismantle Corporate Power and Stop Impunity.

Transnational Institute (2021). Energy Transition or Energy Expansion?

Environmental Justice Atlas. (2024). Case Database: Africa, Latin America, Asia.

La Via Campesina. (2018–2025). International Declarations on Food Sovereignty & Climate Justice.

AFSA. (2022). Agroecology in Africa: Policy & Practice Briefs.

Navdanya. (2019). Seed Sovereignty & Climate Resilience: Community Knowledge Systems.

CGLTE-OA. (2016). West African Caravan for Land, Water and Peasant Seeds & Green Booklet.

Wright, E.O. (2010). Envisioning Real Utopias.

Tüfekçi, Z. (2017). Twitter and Tear Gas.

Malm, A. (2016). Fossil Capital.

Klein, N. (2014). This Changes Everything.

Cabral, A. (2016). Unity and Struggle.

Fanon, F. (2005). The Wretched of the Earth.

